



COMMUNIQUÉ DE LA CGT ÉDUC'ACTION DE L'OISE – 1^{er} octobre 2026

Depuis la semaine dernière, les lycéennes et les lycéens de France se mobilisent, le mouvement est parti des établissements de la banlieue parisienne avant de s'étendre à toute la France. Dans l'Oise, plusieurs mouvements ont déjà eu lieu notamment à Méru, Noyon, Compiègne, Clermont, Creil, Nogent et Beauvais.

Leurs revendications sont légitimes, elles doivent être écoutées.

Les lycéen·nes dénoncent la dégradation de leurs conditions d'études, le manque de personnels, la vétusté des établissements scolaires et des internats, le tri social opéré par Parcoursup, l'autoritarisme de l'institution... La plupart de ces revendications sont aussi les nôtres, nous devons l'assumer et nous porter aux côtés des lycéen·nes.

On ne peut pas considérer que les lycéennes et les lycéens sont trop jeunes pour construire une réflexion et des revendications politiques, mais qu'ils sont assez vieux pour subir la répression policière.

La CGT Éduc'action de l'Oise rappelle que les lycéen·nes sont libres de s'exprimer et de manifester mais n'ont aucun espace pour le faire. Le blocage des établissements n'est que la finalité de l'absence de possibilités démocratiques. La violence et la répression policière ne peuvent pas être la seule réponse qui leur soit faite par l'État et par le Ministère de l'Éducation nationale.

Dans ce contexte, la manière dont les chef·fes d'établissement choisissent de réagir détermine en partie la violence de répression. La CGT Éduc'action de l'Oise appelle donc les chef·fes d'établissement à permettre l'expression des lycéen·nes dans les établissements et à leurs abords, et à mettre tout en œuvre pour empêcher la répression aveugle qui s'abat sur elles et eux depuis la semaine dernière.

La CGT Éduc'action de l'Oise dénonce la doctrine du maintien de l'ordre qui a été choisie par l'État. Elle alerte les personnels quant à la banalisation de l'usage de la force contre des lycéen·nes. Le contexte actuel de montée de l'extrême droite, facilitée par des discours médiatiques anxiogènes qui criminalisent systématiquement la jeunesse, surtout lorsqu'elle vient des quartiers populaires, nous oblige à prendre clairement position. Ne pas se placer du côté des lycéen·nes et de la défense de leur intégrité physique et de leurs droits, c'est être complice de ces stratégies et faire le jeu de cette politique délétère.

La CGT Éduc'action de l'Oise rappelle que des préavis de grève ont été posés pour tous les personnels sur le mois et appelle donc tous les personnels à se mettre en grève pour soutenir les revendications des jeunes mobilisé·es, les protéger et se tenir à leurs côtés.